PARTAGE NOIR

AUGUSTIN SOUCHY 2

ATTENTION: ANARCHISTE!

1920 : Russie soviétique, la Révolution dégénérée

Tout comme la Révolution française à la fin du XVIII^e^ siècle, la Révolution russe fut l'événement qui ébranla le monde dans la deuxième décennie du XX^e^ siècle. Ce fut la grande passion qui nous enthousiasma tous. A l'Est se levait – du moins croyait-on – le soleil de la liberté. Nous espérions que les prophéties des théoriciens et idéologues socialistes du XIX^e^ siècle s'accompliraient. Le capitalisme, malédiction de l'époque, allait être aboli et avec lui prendraient fin l'oppression et l'exploitation. Le socialisme, cette société tant attendue de la liberté, du bien-être et du bonheur pour tous, était en train de naître. *« Bas les pattes de la Russie soviétique, pas d'intervention au pays de la Révolution et du socialisme naissant ! »* criions-nous aux pouvoirs du monde entier. Avec enthousiasme, nous nous levions pour la défense du pays qui, le premier, avait déployé l'étendard de la révolution sociale.

Mais, en l'espace de deux ans, les événements au pays de la Révolution avaient pris une tournure qui nous inquiétait. Les bolcheviks étaient sortis vainqueurs des rivalités entre fractions révolutionnaires et avaient établi un pouvoir sans partage. Dans son livre *L'État et la révolution* (1917), Lénine expliquait que la dictature du prolétariat était la période de transition obligée vers la réalisation du socialisme, afin d'anéantir définitivement les ennemis de la révolution. Mais il se révélait que la dictature mise en place par lui ne visait pas seulement les ennemis de la révolution mais aussi ses amis et pionniers, qui avaient d'autres conceptions que lui sur les moyens d'arriver au socialisme.

Dans un opuscule publié en 1919 en Suède, *Diktatur och Socialism* (« Dictature et socialisme »), j'avais pris position sur ce problème dans le sens du socialisme libertaire. Je me déclarais pour le socialisme, mais contre la dictature. Il m'était cependant clair qu'un jugement réaliste sur la Révolution russe n'était pas possible sans la connaissance des conditions réelles en Russie même. C'est pourquoi je décidai de faire un voyage d'étude au pays de la Révolution controversée. Je partis comme délégué mandaté par la Freien Arbeiter Union Deutschlands (FAUD : Union des travailleurs libres d'Allemagne) anarcho-syndicaliste.

L'organisation du voyage ne fut pas compliquée. Après une conférence devant des marins syndicalistes de Stettin, Otto Rieger, secrétaire de la fédération des marins me procura une place sur un bateau de la Baltique, qui ramenait des prisonniers de guerre russes dans leur patrie et revenait avec des prisonniers ou civils allemands. J'emmenai avec moi le leader syndicaliste australien Paul Freeman, qui était venu chez nous de

sa lointaine patrie pour pouvoir gagner la Russie avec notre aide. Notre tablée atteignit plus tard une certaine renommée. Il y avait là l'économiste allemand Alfons Goldschmidt, qui écrivit plus tard deux livres sur son expérience en Russie, à la demande de Radek, et Michel Borodine, qui porta le Parti communiste chinois sur les fonts baptismaux. Le troisième, Nikolaus Scheinin, un fils d'émigrant russe né à Vienne, jugera Goering et ses compagnons un quart de siècle plus tard à Nuremberg, en tant que représentant de Staline.

Notre vœu d'assister à la fête du 1er mai à Petrograd, la ville légendaire de la Révolution (aujourd'hui Leningrad), ne put être réalisé. Notre bateau arriva bien dans la nuit du 30 avril au 1er mai à Reval (aujourd'hui Tallin), la capitale de l'Estonie, mais notre voyage en chemin de fer vers la métropole de la Neva, qui ne devait normalement durer que quelques heures, dura toute une journée. Le charbon manquait et le train dut s'arrêter plusieurs fois en chemin pour alimenter en bois la locomotive. Les voyageurs donnaient un coup de main. Lorsque nous arrivâmes à Petrograd, après la tombée du jour, la fête du 1er mai était finie.

Victor Serge
(Dessin: Marcos Carrasquer

Le jour suivant, je rendis visite à Victor Serge, que je connaissais depuis sa période de militant anarchiste en France, sous son nom de naissance : Kibaltchiche. Il était maintenant secrétaire de Zinoviev, le président du soviet de Petrograd. Le lendemain, je pus m'entretenir avec Zinoviev en personne. Je savais que le contrôle des conseils d'entreprises des usines prises en charge par les travailleurs leur avait été confisqué et était subordonné à l'administration centrale. Je voyais là une dégénérescence du socialisme. Je ne craignis pas de soutenir ce point de vue devant le président du soviet de Petrograd. Zinoviev répondit :

« Faire des personnels de l'entreprise des propriétaires reviendrait à changer le capitalisme privé en capitalisme collectif, mais l'ordre économique capitaliste resterait inchangé. Par exemple, dans nos ateliers de Poutilov quelques gros actionnaires seraient remplacés par un plus grand nombre de privilégiés, mais les privilèges en tant que tels demeureraient. Ce serait du proudhonisme petit-bourgeois. Nous, communistes marxistes, voulons arracher le capitalisme avec la racine. La campagne, les moyens de production, les mines, les

banques, les entreprises commerciales, tout doit être étatisé et les rênes de l'État doivent rester dans les mains du parti communiste. Ainsi seulement peut se réaliser la théorie marxiste du prolétariat, sans laquelle il ne peut y avoir ni socialisme ni communisme ».

L'interprétation du socialisme que donnait Zinoviev était la face brillante d'une médaille qui cachait un sinistre revers aux regards inattentifs. Selon le système léniniste du « centralisme démocratique », 25 000 paysans élirent un délégué au soviet de gouvernement et 125 000 citadins nommèrent un député au soviet de toute la Russie. Mais les lois n'étaient pas élaborées par ces délégués mais par le comité central du parti, et les commissaires du peuple (ministres) pour l'Economie et la Politique étaient nommés par le bureau du parti. Il n'y eut qu'une seule fois des élections libres après le déclenchement de la Révolution. Au moment de la Révolution d'octobre, les maximalistes avaient 105 sièges au soviet de Kronstadt, les bolcheviks (je partis de Lénine) 95, les socialistes révolutionnaires 74 et les anarchistes 12 sièges. Après l'écrasement de la révolte de Kronstadt (voir plus loin), le soviet élu librement fut dissous.

J'entendais partout les mêmes plaintes contre les mesures coercitives lors des élections de soviets. Au début de 1920, l'anarchiste Gordine représentait les travailleurs d'une usine au soviet de Moscou. L'autorité suprême du soviet annula l'élection. Au second tour, Gordine fut réélu. Sur ce, il fut condamné à deux mois de prison pour démagogle. Gordine rit amèrement lorsque je m'émus de cela. L'usine resta pendant toute la législature sans représentant au soviet.

Le 31 mai, j'allai à Samara, sur le bord de la Volga. Là, j'appris d'un groupe de socialistes révolutionnaires de gauche, de maximalistes et d'anarcho-syndicalistes que leur soviet avait été dissous car le parti bolchevique n'y avait pas obtenu la majorité. Un groupe d'Allemands de la Volga, heureux de recevoir une visite d'Allemagne, me demandèrent de leur raconter la vie au pays de leurs ancêtres. Comme je mentionnai que, chez nous, tous les partis et organisations, même anarchistes ou syndicalistes pouvaient exercer librement leurs activités, l'accompagnateur officiel, le camarade Petrov, me coupa la parole sans autre forme de procès. Un an plus tard, Petrov entra dans l'opposition et dut quitter « la Patrie du Prolétariat mondial ». Il vint à Berlin, où nous devînmes rapidement amis : nous avions maintenant le même point de vue sur l'État soviétique léniniste.

A Moscou, Voline me raconta l'origine des soviets. Sous la domination tsariste, les syndicats n'étaient pas autorises. Pendant la Révolution de 1905, des délégués du personnel des ateliers de Poutilov et quelques-uns d'autres usines de Saint-

Petersbourg fondèrent un comité d'action dans la chambre de Voline, qui, à l'époque, était étudiant là-bas. Ils donnèrent le nom de « soviet » (conseil) à ce comité. L'employé de bureau Kroustiov-Nosser en fut nommé président. Aucun des fondateurs n'appartenait à un parti politique quelconque. Lorsque plus tard le soviet prit de l'importance et que Kroustlov fut arrêté, Léon Trotsky, qui appartenait à l'aile mencheviste du parti social-démocrate en prit la présidence. Le soviet fut dissous après l'écrasement de la Révolution. Ce n'est qu'après l'éclatement de celle de février 1917 que les ouvriers de Saint-Petersbourg organisèrent à nouveau un soviet, et c'est à partir de là que les soviets s'étendirent à tout le pays [1].

L'idée des soviets avait gagné. Le nouvel État né de la Révolution se donna le nom d'« Union des soviets ». Comment fonctionnait le système des soviets dans la pratique ? Une résolution du congrès anarchiste qui se tint du 3 au 8 septembre (1920, NDE) à Karkhov, nous renseigne sur ce point :

« Au départ, nous avions placé une grande confiance dans le pouvoir des soviets. Mais en l'espace de trois ans, la nouvelle machinerie étatique a étranglé la révolution. Elle remplace la domination de la bourgeoisie par la dictature d'un parti et d'une partie du prolétariat sur l'ensemble des prolétaires, sur le peuple entier. Dans les mains du parti de Lénine, le système des soviets est devenu une dictature opprimant la volonté du peuple des travailleurs. »

« La Révolution perdit sa force créatrice, qui suffisait à elle seule à mener à bien les multiples tâches qu'impose l'organisation d'une nouvelle société. Le pouvoir soviétique est une, leçon et un avertissement pour les travailleurs de tous les pays. Le congrès propose aux compagnons de boycotter les conseils d'administrations soumis au gouvernement et de se consacrer purement et simplement aux véritables intérêts des travailleurs. (...) »

« En Russie s'accomplit une triste décomposition de la Révolution. Au lieu d'une unique classe ouvrière, nous avons une séparation tranchée entre gouvernants et gouvernés, dominants et sujets, patrons et esclaves. Le droit pour les ouvriers et les paysans de se choisir librement des conseils est devenu une fiction. Il n'y a pas de délégués librement élus, ni dans les syndicats ni dans les conseils paysans. Tous sont manipulés par le parti. On en est arrivé à un gigantesque réseau d'espionnage. Sous prétexte de combattre la contre-révolution. le parti a créé des comités spéciaux pour surveiller le peuple travailleur dans son entier. La presse est bâillonnée, on n'a pas le droit d'exprimer son opinion, ni dans la rue ni au travail. Dans la rue espionne la Tchéka [2], à la maison le comité de logement (domkom), à l'usine le comité d'usine (fabkom). Et loin des ouvriers trône le conseil des commissaires du peuple (sovnorkom), qui s'appuie sur une armée puissante. »

Ainsi était-ce en 1920, ainsi est-ce en 1976. Déjà, à l'époque, on disait « les soviétiques » comme avant on avait dit « les Russes ». Mais je ne pus découvrir durant ma demi-année passée en Russie, de traits spécifiques, de qualités particulières dans le comportement des Russes, qu'on ne pût rencontrer chez les hommes d'autres pays. Les Russes réagissaient aux défis extérieurs de la même manière que n'importe quels hommes. La disette et la pénurie alimentaire étaient le problème numéro un des Moscovites. Chacun cherchait à augmenter sa maigre ration, au besoin par des moyens illégaux. Les ouvriers des boulangeries nationalisées « chipaient » de la pâte, dont leurs femmes faisaient des petits pains à la maison, qu'elles vendaient au Soucharevka, le marché alimentaire central. L'élite du parti, les hauts fonctionnaires, les bureaucrates et technocrates, et nous-mêmes délégués et hôtes étrangers ne connaissions pas la pénurie. Non-fumeur, j'avais délaissé au début ma ration quotidienne de 20 cigarettes, mais je la pris plus tard pour mes amis russes. Assez nombreux étaient les sandwichs qui atterrissaient dans les mains tendues des mendiants devant notre hôtel Delavoj Dvor. Lorsque je m'en rendis compte, je pensai en silence que j'avais des complices parmi les hôtes étrangers de l'hôtel.

Officiellement, on expliquait la situation par les difficultés d'approvisionnement, par la conjoncture générale, l'héritage du passé, les ravages de la guerre, la résistance des éléments capitalistes, l'arriération des masses, l'inexpérience des travailleurs dans la construction d'une nouvelle société et aussi par le boycott des pays capitalistes. Il se peut qu'il y ait une part de vrai dans tout cela, mais ce n'était pas toute la vérité. Nous autres étrangers, amis du peuple russe, nous ne nous sentions pas au départ autorisés à critiquer la politique économique du pays hôte. Mais d'habiles critiques venant des plus hautes places envers l'économie bureaucratique attiraient l'attention. Zinoviev tempêta lors d'une réunion du parti contre la mauvaise gestion. Il parla des plaintes de la population de Petrograd à propos de la pénurie en poisson frais, pénurie qu'il fallait imputer selon ses propres mots à la *« carriole administrative »*. *« Quand les pêcheurs arrivent au port avec leur butin, dit-il, on va d'abord enregistrer les poissons, ensuite un va leur saupoudrer du sel sur la queue, après quoi on cherche des moyens d'emballage et d'expédition, et comme personne ne fait rien sans la permission des autorités, le poisson commence à se gâter avant même d'avoir été expédié ».*

Mon espoir d'aller dans la région de l'Ukraine contrôlée par Nestor Makhno ne put hélas ! être réalisé. Dix ans avant la collectivisation forcée de Staline, les lopins de terre des petits paysans ne leur avaient pas encore été pris. Ils se plaignaient pourtant des nombreuses livraisons qu'on leur imposait de faire et du manque de biens de

consommation produits par la ville. Ils ne voulaient pas entendre parler du communisme. J'entendis à Poltava un jeu de mots sur le communisme : à la question « Komu ? », on répondait ironiquement « Nas ! » (pour nous). C'était un clin d'œil aux « vestes de cuir », qui, au nom du gouvernement communiste, venaient prélever la dîme, et plus encore.

A Iekaterinoslav, on se racontait une blague d'une subtilité toute paysanne : un agitateur communiste explique à des paysans ce qu'est le communisme.

— *« Si tu avais deux chevaux,* dit-il à l'un, *et ton voisin aucun ne serait-il pas juste que tu partages tes chevaux avec lui ? »*

— *« Pourquoi pas ? »* répond le paysan.

— *« Si maintenant tu avais deux vaches, ne lui en céderais-tu pas une aussi ? »*

— *« Je pourrais ! »*

— *« Et si tu avais deux cochons, tu lui en donnerais bien sûr un aussi, n'est-ce pas ? »*

— *« Non ! »* répond brusquement le moujik.

— *« Comment ça, tu veux bien partager tes chevaux et tes vaches avec lui, mais pas tes cochons ? Je ne comprends pas... »*

— *« C'est pourtant simple : je ne possède ni chevaux ni vaches, mais par contre j'ai des cochons ! »*

A Kiev, on nous demanda, à Paul Freeman et à moi-même, d'adresser quelques mots aux participants d'un meeting en plein air. Je parlai des derniers grands événements politiques allemands d'avant mon départ, du putsch de Kapp (mars 1920) qui fut empêché grâce à la grève générale des travailleurs allemands. Paul Freeman conclut sa courte allocution sur l'Australie par : *« Tout ce que fait la classe ouvrière est* all right *(bien, parfait), tout ce que fait par contre la classe capitaliste est* all wrong *(mal, injuste) »*. Il récolta un tonnerre d'applaudissements. Cette généralisation démagogique ne me dit rien de bon. En regard de l'isolement diplomatique de la Russie soviétique dans tes années 1919-1920, les sympathies du mouvement ouvrier international étaient pour Moscou plus précieuses que jamais. En mars 1919 fut créée la Troisième internationale, ou Internationale communiste, une prématurée, qui avait la tête à Moscou mais n'avait pas encore de membres en dehors de la Russie, car il n'existait pratiquement pas de partis communistes à l'époque. L'aile gauche du mouvement ouvrier international était représentée par 105 syndicalistes et anarchistes, dont Lénine briguait les faveurs.

Durant l'été 1920 se tint à Moscou le second congrès de l'Internationale communiste, auquel prirent part des représentants d'organisations syndicales de France,

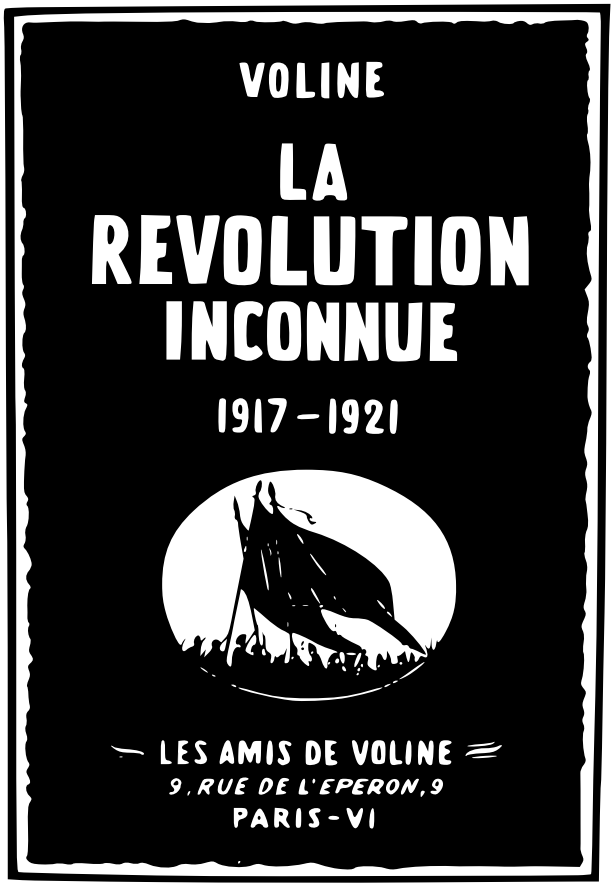
d'Italie, d'Espagne et d'autres pays encore, ainsi que l'auteur de ces lignes en tant que délégué allemand. A vrai dire, nous n'étions pas du tout à notre place, car le Komintern était d'après ses statuts une internationale de partis politiques (communistes), alors que les syndicalistes rejetaient les partis politiques, leur forme d'organisation étant le syndicat. Nous étions solidaires avec les communistes pour la défense de la Révolution russe qui, croyions-nous, avait balayé le capitalisme et était en train de mettre en place une société socialiste libre. Mais dans les pays occidentaux, nous voulions, après la victoire de la révolution, dont nous étions convaincus, prendre notre propre chemin vers le socialisme.

Les Russes proposèrent la création d'une Internationale syndicale rouge [3], qui, outre la confédération syndicale russe et des organisations syndicales, devait aussi comprendre des groupes d'opposition communiste à l'intérieur des centrales réformistes. Peu favorables par principe à ce projet, les syndicalistes demandaient leur autonomie de stratégie relativement à l'organisation internationale. Lénine et son parti voulaient, eux, une organisation idéologiquement et administrativement assujettie au Kremlin, subordonnée à l'Internationale communiste et contrôlée dans chaque pays par les communistes. Ces deux positions étaient inconciliables. Les représentants des syndicats français, allemands, espagnols et américains ne furent pas les seuls à se prononcer contre la mainmise communiste sur le mouvement ouvrier international. Il y eut aussi les représentants des comités d'entreprises anglais (*shop stewards*) et plus tard les organisations syndicales italiennes, hollandaises, suédoises et argentines. Même Otto Rühle, le délégué des communistes oppositionnels allemands (KAPD: Kommunistische Arbeiter Partei Deutschland, Parti des travailleurs communistes d'Allemagne), qui séjournait à l'époque à Moscou, trouva que les prétentions de leadership de l'internationale communiste allaient trop loin. Il ne put tomber d'accord avec Lénine, ne prit pas part aux sessions du congrès et quitta peu après la Russie. Je restai jusqu'à fin septembre 1920 dans le pays.

Au cours des années suivantes, le fossé s'agrandit encore entre syndicalistes et communistes dans la Russie bolchevique. Les révolutionnaires qui, avaient l'audace de critiquer la politique du parti communiste dominant, ou qui agissaient dans des groupes d'opposition syndicale, socialistes révolutionnaires ou sociaux-démocrates étaient emprisonnés. A la mort de Kropotkine, le 8 février 1921, il fallut bien des démarches énergiques pour obtenir que les prisonniers anarchistes puissent assister à l'enterrement de leur maître vénéré.

Pendant le troisième congrès de l'Internationale communiste, des délégués français et espagnols pressèrent Trotsky de laisser sortir les socialistes révolutionnaires et anarchistes de prison. L'entrevue eut lieu le 23 juillet 1921 à Moscou. Trotsky expliqua : *« Tous les anarchistes sont des canailles et des criminels. Aucun de ceux qui se trouvent en prison ne peut être remis en liberté. »* Comme le délégué français Gaston Leval demandait des preuves, Trotsky répliqua : *« Qui êtes-vous Leval ? Je ne vous connais pas et n'ai pas de comptes à vous rendre »*. Trotsky saisit le délégué espagnol Arlandis, qui se réclamait du communisme mais était aussi un syndicaliste, par le revers de son veston et l'apostropha : *« Je n'ai, en tant que commissaire du peuple, aucune explication à vous donner. Ma parole doit vous suffire. Les délégués au congrès de l'Internationale syndicale n'ont pas le droit de réclamer la liberté de ces bandits contre-révolutionnaires. Ici, en Russie, nous sommes responsables de nos actes et nous agissons dans l'intérêt de la Révolution, dont la force est avec nous »* [4].

Naturellement, les syndicalistes espagnols ne se rallièrent pas à l'Internationale syndicale rouge.



[1] Dans son livre La Révolution inconnue, *Voline donne un exposé détaillé de cet épisode. Voir aussi l'ouvrage de référence de Oskar Anweiler:* Die Rätebewegung in Rußland 1905-1921 *(« Le mouvement des conseils en Russie 1905-1921 ») 1958.*

[2] Tchéka: commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution et le sabotage fondée en 1917. Remplacée en 1922 par le GPU, avec le même fonctionnement, elle se nomme aujourd'hui KGB.

[3] L'Internationale syndicale rouge, appelée aussi Profintern, fut crée en juillet 1921.

[4] J'ai publié un article sur cet entretien avec Trotsky, qui me fut rapporté par les délégués immédiatement après leur retour de Moscou en août 1921, dans Der Syndicalist.

Lénine veut me guérir de ma « maladie infantile »

Je fus surpris d'apprendre un jour au bureau du Komintern à Moscou que Lénine voulait me parler. *« Wonderful ! »* (merveilleux !), s'écria Paul Freeman, qui était invité lui aussi. Anti-autoritaire viscéral, j'éprouvais de l'aversion pour tout culte de la personnalité. J'accueillis donc la nouvelle sans m'émouvoir, et me demandai simplement pourquoi Lénine me faisait appeler. En tant que syndicaliste, je m'étais au congrès prononcé contre le parlementarisme, ce qui me rapprochait idéologiquement du KAPD. Lénine voyait dans cette tendance une *« maladie infantile du communisme »*, un thème dont il se préoccupait fortement à l'époque [1]. Il voulait entendre mes arguments et me guérir de cette *« maladie infantile »*. Il avait 58 ans, j'en avais 28.

Une voiture vint nous chercher à notre hôtel. Pendant le parcours — j'étais assis à côté du chauffeur — je retirai en jouant un bouton du tableau de bord et m'y brûlai les doigts : c'était un allume cigare, un luxe rare à l'époque. Rien d'étonnant à cela, la voiture avait autrefois appartenu au tsar, me dit le chauffeur. Bien que le gardien à l'entrée du Kremlin connût la voiture de Lénine et son chauffeur, il dut s'assurer que nous étions bien attendus, en téléphonant à l'intérieur du Kremlin avant de nous laisser continuer notre route. Usage byzantin ou crainte d'un complot contre-révolutionnaire ? Un peu des deux sans doute.

Eu égard à Paul Freeman, nous nous entretînmes en anglais, que Lénine ne maîtrisait pas aussi bien que l'allemand. Il prononçait les « h » d'une manière gutturale, comme le « ch » russe. Nous n'eûmes pas besoin de poser de questions, il définit d'emblée le thème de la discussion. Je ne pouvais pas sténographier, mais dès mon retour à l'hôtel, j'écrivis des notes sur cet entretien.

Avec une impressionnante assurance, Lénine nous donna une leçon et nous expliqua le b-a-ba du communisme. Il insista surtout — une façon d'épingler notre syndicalisme — sur la nécessité de la conquête du pouvoir. La dictature du prolétariat était indispensable pendant la période de transition au communisme, et il fallait un parti communiste centralisé pour exercer cette dictature. Dans les combats imminents contre le capitalisme et l'impérialisme, les communistes devaient aussi travailler avec les révolutionnaires nationalistes. Les actions isolées étaient des maladies infantiles qu'il fallait éliminer.

J'interrompis son monologue : *« Dans une révolution, les actions directes sont plus déterminantes que les palabres parlementaires, la Révolution russe vient elle-même d'en faire la preuve »*. Lénine : *« Exact ! Mais après la victoire, le prolétariat a besoin d'une*

organisation de pouvoir et de contrainte centralisée, d'un État prolétarien pour réprimer la contre-révolution et éduquer les ouvriers et paysans sur le marxisme. »

Je ne pus me retenir de poser la délicate question sur l'attitude du parti communiste envers les anarchistes. La réponse de Lénine ne m'étonna pas : *« Les anarchistes sont utiles dans la première phase de la révolution, et même d'une valeur inestimable ! Mais si dans la seconde phase, ils ne respectent pas le pouvoir de l'État révolutionnaire, alors ils doivent être considérés comme contre-révolutionnaires. »*

Cette entrevue d'environ vingt minutes me confirma ce que j'avais déjà appris sur Lénine. Sa pensée était exclusivement marxiste, comme le montrait aussi son livre *L'État et la révolution*. Il fit de multiples références à Karl Marx. Il voyait tout, les philosophes, les écrivains, les événements historiques de tous les temps à travers les lunettes de son marxisme dogmatique. *« Que reste-t-il de ses pensées, aspirations et de sa conduite si l'on enlève l'idéologie marxiste ? »* demandai-je à Paul Freeman après cet entretien. *« Sans la victoire des ouvriers de Petrograd et des marins de Kronstadt en octobre 1917, Lénine ne siégerait pas aujourd'hui au Kremlin. » - « Tu es un sceptique, un hérétique »* répondit Paul. Sceptique, je ne l'étais pas, mais je regardais Lénine avec l'œil critique d'un socialiste libertaire. Et j'avais davantage espéré de la Révolution que le remplacement de l'autocratie tsariste par la dictature d'un parti autoritaire *« à la Robespierre »*. La Révolution avait éclaté trois ans auparavant. Le tsar était mort, le système d'oppression tsariste supprimé, la Révolution se trouvait dans sa phase constructive, la construction du socialisme avait commencé. Le peuple aurait dû avoir la possibilité de déployer en toute liberté sa puissance créatrice. Chaque groupe aurait dû avoir le droit de fonder des entreprises collectives ou des coopératives. Et que voyions-nous ? Ceux qui défendaient l'idée d'un socialisme libre étaient poursuivis comme contre-révolutionnaires, leurs publications et réunions étaient interdites. La Tchéka, qui remplaçait l'Okhrana, la police secrète tsariste si détestée, sévissait contre les sociaux-démocrates mencheviques, les socialistes révolutionnaires de droite comme de gauche, les maximalistes, syndicalistes et anarchistes, qui tous avaient combattu le tsar et se situaient sur le terrain de la révolution. Lénine était le principal responsable de cette évolution qui signifiait une dégénérescence de la Révolution.

Paul Freeman, qui devait se révéler plus tard un ardent défenseur du pouvoir soviétique léniniste, répondit nonchalamment : *« Let them go to hell ! »* (« Qu'ils aillent au Diable ! »). Ainsi se conclut notre conversation.

[1] Voir Lénine : Le gauchisme, maladie infantile du communisme, *Moscou, 1920.*

De la répression à la terreur de masse

Des compagnons d'idées russes me parlèrent des abus de pouvoir de la Tchéka et de la terreur de masse organisée. J'obtins des informations de première main d'Isaac Nahman Steinberg, socialiste révolutionnaire de gauche et commissaire du peuple pour la Justice dans le seul gouvernement de coalition d'après la Révolution d'octobre [1]. Il me montra un autre Lénine que celui des panégyriques. Ce qu'il me raconta en 1920, il l'a plus tard amplement développé dans plusieurs livres [2]. Dans *In the Workshop of the Revolution* (New York, 1953), il décrit le déroulement d'une séance de conseil des ministres à Petrograd, le 21 février 1918. Il y avait en délibération une proclamation rédigée par Trotskv et intitulée : « La patrie socialiste est en danger ». ll y était dit que *« quiconque s'oppose au gouvernement révolutionnaire doit être anéanti sur place »*.

« Je dis que cette menace brutale enlevait tout le pathétique à la proclamation ». Lénine répliqua : *« Au contraire, c'est bien là que réside tout le pathétique révolutionnaire. »* Comme il défendait la terreur au nom de la justice révolutionnaire, je m'écriai indigné que dans ce cas on n'avait pas besoin d'un ministère de la Justice et qu'il fallait parler plutôt d'un commissariat à l'anéantissement des opposants politiques. Lénine répliqua : *« C'est comme cela qu'on devrait l'appeler en effet, mais nous ne pouvons pas le dire en public. »*

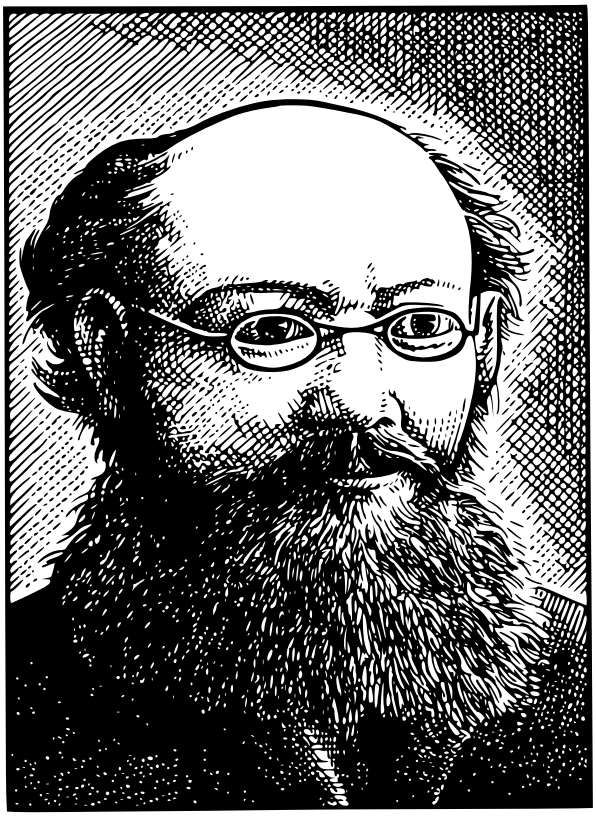
Ces paroles devaient bientôt être suivies des actes correspondants. Après la signature du traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, entre la Russie révolutionnaire et l'Allemagne impériale, les socialistes révolutionnaires sortirent du gouvernement. Le parti communiste dirigé par Lénine avait désormais le pouvoir pour lui tout seul. Les socialistes révolutionnaires de toutes tendances furent alors persécutés sans rémission. Le 9 août 1918, Lénine télégraphiait au soviet de la ville de Nijni-Novgorod : *« Des gardes blancs préparent une insurrection à Nijni-Novgorod. Vous devez mobiliser toutes les forces, établir un triumvirat de dictateurs, instituer la terreur de masse, passer par les armes ou déporter les centaines de prostituées qui alimentent nos officiers et soldats en vodka. N'hésitez pas un instant, agissez promptement. Perquisitions en masse et exécution de ceux chez qui on trouve des armes. Déportation massive des mencheviks et apparentés. »*

A mesure que s'étendait la terreur de masse orchestrée d'en haut, l'agitation augmentait à la base. Le 30 août 1918, le chef de la Tchéka de Petrograd, Ouritsky, fut victime d'un attentat. Au même moment, la modiste Dora Kaplan commit un

attentat contre Lénine à Moscou. L'auteur de l'attentat, une socialiste révolutionnaire persécutée sous le régime tsariste pour ses activités révolutionnaires avait été libérée de prison lors de la Révolution. Lénine fut légèrement blessé, Dora Kaplan exécutée.

La Tchéka réagit à ces attentats par des exécutions d'otages. Le bulletin officiel de la Tchéka n°6 de l'année 1918 communiquait que 512 otages avaient été fusillés à Petrograd, 15 à Moscou et plus tard, encore 90, dont 46 à Nijni-Novgorod.

Des personnalités reconnues de la vie intellectuelle russe dénoncèrent la terreur de masse. Ce fut au cours d'une discussion entre Maxime Gorki et Lénine au sujet de la peine de mort, à laquelle s'opposait Gorki, que se brisa leur amitié vieille de plusieurs années [3]. Kropotkine protesta lui aussi dans une lettre à Lénine contre la terreur. Les protestations restaient sans effet. L'expression de Lénine : *« On ne peut faire de révolution sans quelques exécutions »* resta l'idée directrice de son successeur, Staline. Mais le père de la terreur de masse pour mener à bien les prétentions communistes à la domination de la Russie est bien Vladimir Illitch Lénine.



Pierre Kropotkine (Dessin: Clifford Harper)

La liberté intellectuelle fut elle aussi drastiquement réduite. La commission à la Culture, dirige par la Kroupskaya, la femme de Lénine, nettoya les bibliothèques de tout écrit non révolutionnaire. Les œuvres de Platon, Kant, Schopenhauer, Ruskin, Nietzsche, Tolstoï et Lieskow furent enlevées des bibliothèques publiques avec l'accord de Lénine [4].

[1] De décembre 1917 à la paix de Brest-Litovsk en mars 1918, les socialistes révolutionnaires de gauche constituèrent la coalition gouvernementale avec les bolcheviks.

[2] Voir entre autres : Als ich Volkskommissär war. Episoden aus der russischen Revolution*, Munich, 1929, et* Gewalt und Terror in der Revolution*, Berlin, 1931 et 1974.*

[3] Voir Bertram Wolfe (pseudonyme de Kart Landaun) : The Bride and the Abyss.

[4] On trouve un récit détaillé de ce « nettoyage » dans le livre de B. Wolfe cité ci-dessus.

Visite chez Pierre Kropotkine

Enfin, je devais faire personnellement la connaissance du « grand old man », dont l'œuvre représentait tant pour moi et dont des amis communs m'avaient tant vanté les qualités de cœur et la nature séduisante. La visite chez Pierre Kropotkine fut le plus beau moment des six mois que je passai en Russie. J'avais pris avec moi son livre Idéaux et réalités dans la littérature russe. Cela me permit d'approfondir mes connaissances en la matière en discutant avec lui pendant les cinq jours que dura mon séjour dans sa modeste maison de Dimitrov, près de Moscou. Il me reçut cordialement, avant même que je lui remis la lettre de recommandation de Rudolf Rocker. Quel contraste entre la chaude humanité de Kropotkine et le froid homme de pouvoir qu'était Lénine !

Dans mes conversations avec Kropotkine, les problèmes de la révolution gardaient leur caractère humain. Devant un samovar bouillant, le vieillard me racontait ses heures d'allemand dans la maison princière de ses parents. Il se souvenait encore, malgré ses 79 ans, des mots du *Roi des aulnes* de Goethe. Il se leva et, arpentant la pièce à petits pas, me cita dans un parfait allemand : *« Qui chevauche si tard dans la nuit et le vent ? / C'est le père et son enfant... »* J'eus la sensation magique d'avoir là devant moi un roi des aulnes de chair et d'os.

Ce qui nous préoccupait le plus était le destin de la Révolution russe. Pierre Alexandrovitch déplorait amèrement la concentration du pouvoir dans les mains du parti communiste et les méthodes dictatoriales du gouvernement. Il n'y avait plus de soviets libres. Dans la petite ville de Dimitrov, le personnel des quelques entreprises était seulement autorisé à élire des délégués au soviet local, encore ces élections étaient-elles manipulées. Ils n'avaient pas la possibilité de délibérer eux-mêmes et de décider des affaires publiques.

Kropotkine répétait que ce dont avait besoin la Russie, c'était de conseils municipaux autonomes, de soviets communaux libres, qui se fédéreraient librement dans leurs arrondissements et districts pour le bien de tous. La libre fédération des communautés locales autonomes (municipalités) était bien plus en mesure de résoudre les problèmes d'intérêts généraux qu'un appareil administratif centralisé. Cela se voyait en période de mauvaises récoltes, quand se présentaient les difficultés d'approvisionnement. Il avait proposé à Lénine d'autoriser la libre fédération d'unions cantonales, mais sa suggestion ne fut pas prise en considération. Lénine prétendait que les buts des communistes et des anarchistes étaient finalement les mêmes ; lui était

d'un autre avis. Avec l'actuelle dictature de parti, le pouvoir d'État ne dépérirait pas mais au contraire se renforcerait toujours davantage. Si cette tendance persistait, la Russie s'éloignerait toujours plus des buts premiers de liberté, d'égalité et de fraternité, ces idéaux de la Révolution française, qu'après un siècle de développement des idées socialistes, la Révolution russe devait réaliser. Le peuple russe s'était débarrassé de la camisole tsariste, mais le parti communiste lui en passait une autre.

Lorsque je pris congé de lui, de sa femme Sophie et de sa fille Sacha, il me dit : *« Nous resterons amis, je le sens ! »*. Il décédait cinq mois plus tard, peu avant ses quatre-

vingts ans révolus. Son idéal, *« construire une fédération de communes et de villes libres à la place d'un empire géant dominé par le Kremlin »*, ne devint jamais réalité.

Quelques mois avant sa mort, Kropotkine avait exposé son point de vue sur la Révolution russe dans une *Lettre aux travailleurs d'Europe de l'Ouest* [1]. Il y demandait entre autres l'ouverture de relations diplomatiques entre les pays occidentaux et la Russie révolutionnaire ; cette revendication devait être relayée par les travailleurs et tous les milieux progressistes occidentaux. Plus loin, il écrivait :

« En ce qui concerne la situation politique et économique actuelle — la Révolution russe doit être considérée comme la continuation des deux grandes Révolutions anglaise et française — la Russie cherche à faire un pas de plus, là où la France s'arrêta alors qu'elle voulait réaliser ce qu'elle appelait "l'égalité de fait", c'est-à-dire l'égalité économique. Malheureusement, la tentative pour réaliser ce pas est, en Russie, entreprise sous la stricte dictature centraliste d'un parti — les maximalistes sociaux-démocrates ; et cette tentative fut entreprise selon les principes de la conspiration extrêmement centraliste et jacobine de Babeuf [2]. *Je me sens obligé de dire publiquement que, selon moi, la tentative de construire une république communiste sous forme d'un communisme d'État étroitement, centralisé sous la tutelle de fer d'un parti, restera vaine. La situation russe nous apprend comment le communisme ne devait pas être instauré, même si la population, habituée l'oppression de l'ancien régime, n'opposa aucune résistance active au nouveau gouvernement »* [3].

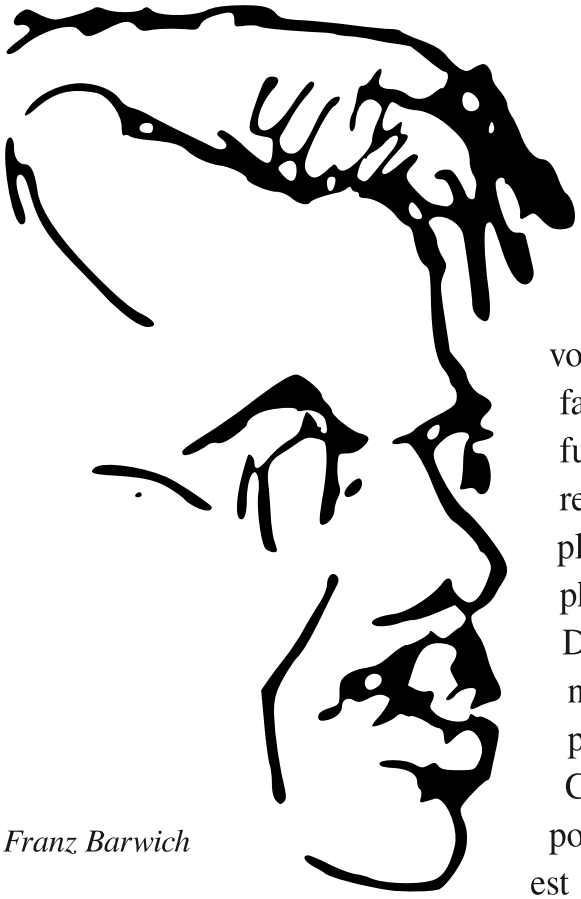
Comme le vieux théoricien avait clairement prévu l'évolution ! Le monde a changé depuis, de profondes transformations se sont produites ; la seconde révolution industrielle fait apparaître les problèmes sociaux sous un jour nouveau. Mais les pensées fondamentales de Kropotkine sur la nécessité d'un renouveau social et de structures sociales libres sont aujourd'hui aussi actuelles qu'il y a 56 ans. Le mouvement ouvrier ne peut tirer qu'une leçon de la Révolution russe : comment ne pas faire, si l'on veut atteindre au bien-être et à la liberté pour tous ! Cette lettre constitue le testament de Kropotkine pour les générations présentes et à venir.

[1] Lettre publiée pour la première fois dans New leader, *Londres, 22 juillet 1920.*

[2] Babeuf (François-Noël dit Gracchus, 1760-1797). Depuis 1793, il milita à travers son journal parisien Le tribun du peuple *pour une action révolutionnaire radicale et pour l'instauration d'une « république des égaux ». La Conspiration des égaux, qu'il dirigea en mai 1796 contre le Directoire échoua. Babeuf et quelques conjurés furent condamnés à mort et exécutés.*

[3] Une traduction allemande de la lettre parut dans Der Syndikalist *n°29, 1920.*

Le pays de la Révolution expulse les révolutionnaires



Franz Barwich

Revenu de Russie en octobre 1920, je vécus quelques temps comme sous-locataire chez mon compagnon d'idées Franz Barwich, à Berlin-Steglitz. Barwich était le trésorier de la FAUD, la confédération anarcho-syndicaliste. Son fils Heinz, âgé de 9 ans, écoutait avec attention les récits de mon voyage en Russie que je faisais le soir en famille. Après la Seconde Guerre mondiale, il fut distingué du prix Staline pour ses recherches en URSS sur le nucléaire et devint plus tard directeur de l'institut est-allemand de physique nucléaire Rossendorf, près de Dresde. Après un colloque sur l'énergie nucléaire à New York en 1965, il décida de ne pas rentrer en RDA. Un an après, il mourut à Cologne, à l'âge de 54 ans. Son livre posthume, *Das rote Atom*, (« L'atome rouge ») est une précieuse contribution à la critique du stalinisme.

Au début des années vingt, les extrémistes de gauche du mouvement ouvrier allemand croyaient que la révolution se répandrait depuis la Russie à travers le monde entier. On ne regardait pas si les conditions politiques, économiques et intellectuelles étaient réunies pour la révolution en Europe ou en Amérique. La révolution allait venir, on en était convaincu, Karl Marx l'avait d'ailleurs prédit ! Il n'y avait guère d'unanimité entre les différentes tendances socialistes sur les structures de l'ordre social post-révolutionnaire. Les communistes, fidèles à Moscou, voyaient dans le modèle russe le chemin à suivre : ils se référaient en cela au Marx du Manifeste communiste. Les sociaux-démocrates, se réclamant du Marx plus âgé, considéraient que les temps n'étaient pas encore venus. Cette discussion était, pour nous, non-marxistes et de gauche, une polémique aussi stérile que la question des croyants, savoir si le Christ appartiendrait aujourd'hui à l'Église orthodoxe grecque ou à l'Église catholique romaine.

Les syndicalistes étaient eux aussi pour un nouvel ordre social. Mais nous rejetions la dictature, fut-elle prolétarienne. Mon expérience personnelle en Russie soviétique m'avait appris que l'émancipation sociale, le but de tous les mouvements et écoles socialistes depuis le siècle passé, ne pouvait, pas être atteint par la dictature. Je développai ce point. de vue en me référant à l'expérience socialiste dans de nombreuses réunions publiques organisées par les syndicalistes. La grande affluence à ces conférences montrait combien était fort l'intérêt porté à la Révolution russe.

Après l'écrasement de la révolte de Kronstadt en mars 1921, une nouvelle vague de terreur déferla sur la Russie. Tous ceux qui refusaient de se soumettre à la dictature de Lénine, de Trotsky et de leurs camarades étaient arrêtés ou devaient s'attendre bien des ennuis. Le droit d'association et de réunion fut aboli, il n'y avait pas de liberté de presse ou de parole. la libre circulation dans le pays fut restreinte. Seuls les sociaux-démocrates et anarchistes les plus connus, dont la répression aurait révélé la réalité du régime communiste au monde entier, étaient autorisés à voyager à l'étranger. Tout comme auparavant la Russie tsariste, la Russie communiste était maintenant un pays d'émigration pour tous les combattants de la liberté. Mais le nombre de ceux qui étaient autorisés à quitter le pays était minime en comparaison des masses qui étaient obligées de rester et étaient privées de liberté.

La première étape de la nouvelle émigration était Berlin. Là arrivaient des sociaux-démocrates mencheviques, des socialistes révolutionnaires de gauche et de droite, des syndicalistes et des anarchistes et aussi des Partisans de l'opposition ouvrière communiste. Les plus connus d'entre eux furent Abramovitch, Dan, Martov, Steinberg, Emma Goldman, Alexander Berkman, Alexandre Schapiro. Pierre Archinov, Voline et plus tard Nestor Makhno. Par l'intermédiaire de ces immigrants, nous recevions les dernières nouvelles sur les persécutions des révolutionnaires en Russie, que je rendais publiques dans l'hebdomadaire *Der Syndikalist.* G.P. Maximov, l'un des émigrants de 1921, a publié un volumineux travail sur les persécutions politiques sous Lénine et Staline, 20 ans après à Chicago [1].

Je tiens à reproduire ici, à titre d'exemple, l'un des nombreux documents sur la terreur de ces années-là. Il s'agit d'une lettre de prisonniers politiques à la prison provinciale de Vladimir, datée du 30 avril 1921 :

« Au présidium du comité exécutif de la province de Vladimir : au comité central exécutif de toute la Russie ; au commissariat du peuple à la Santé ; au commissariat du peuple à la Justice ; au commissariat du Peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne.

Nous,sociaux-démocrates, socialistes révolutionnaires et anarchistes détenus la prison du district de Vladimir, nous adressons à vous, pour vous décrire la situation sanitaire déplorable qu'il nous faut endurer dans notre prison.

1. Beaucoup d'entre nous ont, au cours de nombreuses années d'activités révolutionnaires [2]*, été traînés de prisons en prisons, mais nulle part nous n'avons trouvé une situation aussi incroyable qu'ici.*

2. Les latrines sont fermées. Jusqu'à ces derniers temps, les détenus ont dû faire leurs besoins urgents dans la cour. Il y a 10 jours, deux fosses ont été creusées au milieu de la cour, sans aucune superstructure, des fosses à ciel ouvert, qui au bout de quelques jours débordaient et répandaient une puanteur insupportable dans toute la cour.

3. L'eau potable sera bientôt polluée par le purin qui suinte des fosses d'aisance situées à seulement 35 mètres du puits. Le puits est d'ailleurs un trou à ciel ouvert dans lequel tombent la poussière et la crasse soulevées par le vent.

4. Il n'y a aucun aménagement pour la toilette. Si l'on se lave au puits — dans le cas où l'eau est accessible — un prisonnier doit verser l'eau dans les mains de l'autre. La cour est souillée par l'eau sale et savonneuse.

5. Pour manger, il y a chaque jour une livre de pain (à 450 grammes). Le repas de midi se compose d'un peu de choucroute baignant dans une eau trouble et de pommes de terre avariées sans aucune matière grasse. De temps en temps, mais très rarement, nous avons droit à trois grammes de sucre.

6. Il n'y a pas de lampes dans les cellules.

7. Les dispositifs pour le bain et le lavage ne fonctionnent pas. Nous n'avons ni eau ni savon pour laver notre linge. A l'infirmerie, où il y a déjà 10 malades du typhus, l'eau et les médicaments de première nécessité manquent tout autant.

La police secrète, la Tchéka, nous a envoyés, nous, sociaux-démocrates, socialistes révolutionnaires et anarchistes, dans cette prison, qui constitue une honte pour le régime pénitentiaire de la Russie soviétique, dans le but évident de nous livrer à une mort cruelle par la maladie et l'épuisement.

Nous protestons contre des méthodes aussi barbares, qui ne parviendrons pas, en dépit de tout cela, à briser nos convictions révolutionnaires, pour lesquelles plusieurs d'entre nous se sont battus depuis 10 ou 15 ans (sous le tsarisme).

Vladimir, le 30 avril 1921. »

Suivent les signatures de cinquante-cinq sociaux-démocrates, sept socialistes révolutionnaires et trois anarchistes. Nous sommâmes le gouvernement russe, au nom du socialisme, de libérer les détenus sociaux-démocraties, socialistes révolutionnaires

et anarchistes. Comme nos démarches restaient vaines, nous organisâmes des pétitions publiques et dénonçâmes dans notre presse le cours réactionnaire qu'avait pris la Révolution russe sous la domination du parti communiste.

Nous ressentions tout l'outrage qui était fait, au travers de ces persécutions, au mouvement ouvrier international. De quel droit pouvait-on combattre les gouvernements réactionnaires des pays capitalistes quant au cœur même du mouvement ouvrier socialiste, dans le pays où les communistes étaient arrivés au pouvoir, des combattants révolutionnaires socialistes étaient poursuivis, enfermés, traités de manière inhumaine, envoyés en Sibérie ou bien même fusillés ? Et pourtant, on parlait encore du « tovarich » (camarade) Lénine, on disait encore « tu » aux communistes, on s'appelait encore du nom familier de « camarade », on croyait encore à l'unité idéologique de toutes les tendances du mouvement ouvrier, nous voyions encore dans la foi au socialisme le lien idéologique nous unissant tous, et dans le capitalisme privé, l'ennemi bourgeois commun. Ma sympathie allait à la mère Russie, j'espérais qu'au pays de Bakounine, Dostoïevski, Tolstoï et Kropotkine, la liberté et le socialisme finiraient bien par se faire jour. Comment pouvais-je, comment pouvions-nous deviner que la tyrannie mise en place par Lénine se maintiendrait pendant plus d'un demi-siècle — et qui sait pour combien de temps encore ? — et mettrait le peuple russe dans les chaînes.

Cinquante-cinq ans après mon séjour en Russie, on y raconte l'histoire suivante : Brejnev est mort, il arrive en en enfer, où il rencontre le dernier tsar, Nicolas II. *« Comment ça va là-haut ? »* demande Nicolas. *« La Russie est-elle encore une grande puissance ? »* - Brejnev : *« Oui, bien sûr. »* Nicolas : *« Le pays toujours sa glorieuse armée ? »* - Brejnev : « *Certainement ! »* - Nicolas : *« ... Et sa glorieuse flotte ? »* - Brejnev : *« Elle est bien plus grande que de votre temps ! »* - Nicolas : *« La Russie s'étend-elle toujours de la Baltique à l'océan Pacifique ? »* - Brejnev : *« Évidemment »* - Nicolas : *« La police secrète tient-elle toujours le peuple en main ? »* - Brejnev : *« Bien sûr ! »* - Nicolas : *« Envoie-t-elle toujours les excités politiques en Sibérie ? »* - Brejnev : *« Ça aussi ! »* - Nicolas : *« Mon peuple boit-il toujours autant de vodka ? »* - Brejnev : *« Tout autant qu'avant. »* - Nicolas : *« Fait-elle toujours 38° ? »* - Brejnev : *« Ah, non ! maintenant elle fait 40° »* - Nicolas : *« Alors écoutez bien : est-ce que ça valait vraiment la peine de faire une révolution pour 2° d'alcool ? »*

[1] G.P. Maximov : The guillotine at work. Twent years of terror in Russia, *Chicago, 1940.*
[2] Sous le régime tsariste.

1921 : en France, au pays de la Commune

Lors d'une fête commémorative de la Commune de Paris, à Berlin en 1911, qui se termina sur la chanson : *« Ni maître ni valet, va de ville en ville, liberté, droits de l'homme sont les mots d'ordre, plus d'un déjà crient hardiment : "Vive la Commune" »*, je m'étais proposé d'aller étudier le mouvement social dans la patrie même des théories sociales modernes. Mais des raisons personnelles et surtout la Première Guerre mondiale et ses suites me forcèrent à ajourner ce projet. Ce n'est qu'en 1921 que je pus le réaliser. Je partis pour Paris en février de cette année-là. Le 20 mai, je pris part à la marche funèbre qui avait lieu tous les ans au cimetière du Père Lachaise, en hommage aux combattants de la Commune tombés au Mur des Fédérés. Ce cinquantième anniversaire de la Commune fut particulièrement célébré car la Commune de Paris comptait comme l'événement le plus notoire de l'histoire du mouvement Ouvrier du siècle passé.

Le 18 mars 1571, des hommes et des femmes inspirés par les idées socialistes voulurent mettre fin à la misère nationale résultant de la défaite française. Ils déclarèrent Paris commune libre — il y eut de semblables événements à Lyon et dans d'autres villes françaises — et projetèrent de transformer l'État centralisé de la France en une fédération de communes autonomes entre elles. Les combattants de ce renouveau national prirent le nom de communards et la guillotine, symbole de la Terreur de Robespierre sous la Révolution de 1789, fut enlevée du musée et brûlée — comme une marque d'infamie pour la nation. La Colonne de la Victoire, sur la place Vendôme, érigée en l'honneur des guerres napoléoniennes fut abattue en tant que symbole du militarisme. Mais la Commune fit plus : elle rabaissa le traitement maximal des hauts fonctionnaires, abolit le travail de nuit des boulangers, instaura la séparation de l'Église et de l'État (ce qui signifiait la fin des cours de religion dans les écoles publiques) et assura la conversion des entreprises privées en coopératives. C'était le début d'un travail de réformes qui devait conduire à la régénération sociale.

Le pouvoir conservateur chercha par tous les moyens, compris les plus sanglants, à écraser la Commune et y réussit finalement. Le massacre se termina le 20 mai 1871. Des milliers de communards furent fusillés contre le mur du cimetière du Père Lachaise, plusieurs centaines condamnés au cachot ou à la déportation. Les réformes de la Commune furent annulées. La période de réaction dura plus d'une décennie. Mais on ne put empêcher la marche du progrès : le 19 décembre 1905, la séparation de l'Église et de l'État, introduite la première fois par la Commune fut définitivement

entérinée ; depuis cette date, il n'y a plus d'impôts ecclésiastiques ni de cours de religions dans les écoles publiques en France [1].

Durant les premières semaines de mon séjour en France, j'avais été hébergé par un compagnon d'idées, le maître cordonnier Morin, non loin du cimetière du Père Lachaise. Mimi, la fille des Morin épousa plus tard Buenaventura Durruti. Quelques jours après la manifestation, alors que je rendais visite aux Morin, madame Morin me dit que deux agents de police étaient venus me chercher le lendemain de mon déménagement, tôt le matin. Pourquoi ? Je n'avais commis aucun délit, ne portais pas d'armes et ne prenais part à aucune conspiration. Je ne souhaitais que du bien au peuple français que j'aimais. Alors pourquoi voulait-on m'arrêter ? Ah, peut-être parce que quelques jours auparavant, dans un rassemblement public, j'avais, avec tous les autres participants accompagnés de la fanfare, chanté l'air révolutionnaire à la toute dernière mode, qui se terminait ainsi : *« (...) par la raison et par l'action, debout, partout, Révolution ! »* Mais dans le débat qui avait précédé, je m'étais prononcé en faveur des paroles du célèbre géographe français, Élisée Reclus, dans son livre *L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique* : *« L'évolution et la révolution sont les deux actes successifs d'un même phénomène, l'évolution précédant la révolution, et celle-ci précédant une évolution nouvelle, mère de révolutions futures. »*

J'avais beau me creuser la tête, je ne trouvais pas d'explication. Un quelconque mouchard d'occasion avait-il voulu gagner quelques francs d'argent de poche en dénonçant le jeune étranger qui fréquentait les réunions d'extrême gauche et dont le nom apparaissait parfois dans les journaux ? On ne semblait pourtant pas voir en moi un dangereux ennemi de l'État, car je n'ai jamais remarqué par la suite qu'on m'ait particulièrement suivi, bien que je fréquentais toujours les réunions et écrivains de temps à autre dans la presse libertaire.

Ce n'est qu'un an plus tard qui la chose s'éclaircit. Étant entre-temps retourné en Allemagne, et alors que je demandais un visa d'entrée en France, le consulat français à Berlin rejeta ma demande sous le prétexte que j'avais été expulsé de France. Expulsé en mon absence ! Cela faisait maintenant, après la Suède, la Norvège et le Danemark, la quatrième expulsion. Une autre dut s'y ajouter plus tard. En 1933 cependant, on me laissa entrer en France, sans être inquiété, en tant que réfugié anti-hitlérien, et peu après les autorités françaises levèrent leur arrêté d'expulsion.

Il n'est guère étonnant que dans la patrie des théories socialistes, le mouvement socialiste servit très tôt de voie d'accès aux fonctions ministérielles, notamment pour les avocats. En 1885, l'avocat Millerand fut élu au Parlement en tant que candidat des

socialistes. Après avoir obtenu à plusieurs reprises un portefeuille ministériel, il considéra que le socialisme était son valet. L'avocat Aristide Briand écrivit dans sa jeunesse une brochure pour la défense de la grève générale. Une fois arrivé au Parlement — également en tant que candidat socialiste — il changea de parti et devint ministre. Il n'était cependant pas le pire. Il obtint le prix Nobel de la paix, conjointement avec Stresemann, ministre allemand des Affaires étrangères, pour l'accord franco-allemand qu'ils signèrent tous les deux à Locarno. L'avocat Pierre Laval entra lui aussi au Parlement en tant que socialiste et devint plus tard président du conseil. Lorsqu'il pactisa avec Hitler, les patriotes français se détournèrent de lui. Après la Seconde Guerre mondiale, il fut condamné à mort et exécuté.

C'est peut-être de tels comportements qu'est tiré le dicton français : anarchiste à vingt ans, socialiste trente, démocrate à quarante, libéral à cinquante et conservateur à soixante. La dégénérescence du socialisme en « ministérialisme » contribua à discréditer le parti socialiste et profita aux communistes. *L'Humanité*, quotidien socialiste fondé par Jean Jaurès, passa aux mains des communistes. Léon Blum, Paul Faure et d'autres militants restèrent certes fidèles au parti, mais Marcel Cachin (que j'avais rencontré en 1920 à Moscou) se retira et fonda le Parti communiste français, qui devait plus tard surpasser le parti socialiste mère. Je fréquentais les réunions des deux partis à Paris, pour m'informer, mais non pour adhérer à l'un d'eux !

Seuls quelques-uns des vétérans anarchistes du siècle passé étaient encore en vie. Jean Grave, le successeur de Kropotkine à la rédaction du *Révolté* (devenu *Les temps nouveaux*, vieux et vivant retiré dans un faubourg parisien, me conta les luttes des décennies passées, et me parla plus particulièrement de Louise Michel. La « Vierge rouge », comme on l'appelait populairement, fut déportée en Nouvelle-Calédonie pour sa participation à la Commune, mais à son retour elle reprit la lutte contre l'injustice sociale avec une énergie admirable.

Louise Michel (Dessin: Clifford Harper)

J'eus de longues discussions avec l'économiste néerlandais Christiaan Cornelissen, un socialiste libertaire, sur un problème fondamental du socialisme : l'abolition de la propriété privée et la socialisation des moyens de production supprimeraient-elles l'exploitation ? L'économie distributive socialiste — la place de l'économie de profit capitaliste — réaliserait-elle la justice sociale ? Après mon voyage de l'année passée en Russie soviétique, j'étais sceptique. Je ne croyais plus que la socialisation sous forme d'étatisation pouvait conduire à la justice sociale.

Cornelissen, qui avait analysé le problème de l'économie distributive et la théorie de la valeur, m'approuvait. Nous étions d'accord que l'étatisation des moyens de production ne supprimerait pas l'exploitation et qu'une économie distributive planifiée par l'État n'annulerait pas l'inégalité sociale. On pouvait instaurer l'économie distributive intégrale dans la société pré-industrielle et on le peut encore aujourd'hui dans les petites communautés. Mais dans la société industrielle moderne, avec l'interdépendance économique mondiale dont aucun pays civilisé ne peut s'écarter, l'établissement des valeurs d'échange des biens de consommation font que, pour parler concrètement, les prix et aussi les salaires sont inévitables. Somme toute, même dans une société socialiste, le système du salariat ne pourrait être totalement aboli, mais si la justice sociale sert d'échelle de référence, alors le salariat en tant que tel n'est pas un mal.

Cornelissen tenait pour irréaliste la théorie qui établit le temps de travail comme seul déterminant de la valeur. L'expérience enseigne que la pénurie de matières premières, la rareté ou la qualité des biens de consommation, le travail hautement qualifié, etc., sont aussi déterminants pour l'établissement de la valeur. On ne pourrait guère changer cela, même dans une économie populaire socialiste. La valeur d'acquisition qualitative complète la valeur quantitative du temps de travail. Nous n'excluions pas dans nos discussions une ère d'abondance universelle, dans laquelle on pourrait se passer de prix et de salaires, mais nous nous refusions à ne léguer aux générations à venir que des hypothèses théoriques.

[1] L'optimisme d'Augustin Souchy (il écrit ses Mémoires en 1976) n'est plus de mise. Si la loi de blasphème n'existe pas encore en France, l'Église est largement subventionnée par l'État, les régions, les départements et les communes. De même la puissance des médias chrétiens contrebalance l'absence d'enseignement religieux à l'école publique. Signalons enfin que la loi de séparation de l'Église et de l'État ne s'applique pas en Alsace et en Lorraine (NDE).

Révolutionnaires de France

C'est dans son petit appartement de la rive droite que je rendis visite à Han Ryner, le philosophe, romancier, scénariste de théâtre, essayiste et interprète libertaire de la philosophie grecque. J'ai traduit son roman *Les pacifiques* et l'ai publié sous le titre de *Nelti*.

La silhouette de Ryner dans sa grossière blouse de travail, son visage intelligent encadré d'une barbe ondoyante rappelaient les vieux sages de la Grèce, même si l'on n'avait pas lu son livre Le véritable enseignement de Socrate. Son *Histoire de l'individualisme dans l'Antiquité* est un précieux complément aux recueils de textes sur ce sujet, et qui veut connaître Diogène et Epictète sous leur véritable jour doit se reporter aux écrits de Han Ryner. Dans *Le cinquième évangile*, il brandit le glaive de l'intelligence contre la guerre et la barbarie moderne. Il a constamment défendu la liberté, la justice et la dignité de l'homme. En grand historien, il savait que dans la vie des nations, II y a des cassures, durant lesquelles un peuple doit se défendre par la violence contre la violence. Et c'est à cause de cette science que ce pacifiste intègre se tint du côté des agressés lorsque l'armée dirigée par le général Franco fondit sur le peuple espagnol. Il mourut durant la guerre civile espagnole. Ses amis et admirateurs éparpillés dans de nombreux pays entretiennent son héritage intellectuel dans la revue trimestrielle *Les cahiers des amis de Han Ryner.*

Dans le cercle de mes connaissances parisiennes, il y avait aussi le plus brillant des orateurs du mouvement libertaire, Sébastien Faure. Il enthousiasmait toujours plus son auditoire avec son pathos très latin. Une fois, lors d'une réunion il termina son discours par la chanson populaire « Le temps des cerises » dans laquelle il avait remplacé le mot « cerise » par « anarchie ». Il ne fut pas le seul Français à clore ses discours en chanson. De Gaulle aussi chanta parfois la « Marseillaise » à la fin d'une allocution. Sébastien Faure se rendit aussi célèbre hors de France par son *Encyclopédie anarchiste* en quatre volumes et aussi par son livre Mon communisme. Son communisme, c'était la libre association ; il ressemblait davantage à celui des Doukhobors [1] qu'au système soviétique.

Je rencontrai aussi deux célèbres révolutionnaires espagnols à Paris : Andreu Nin et Joaquin Maurin. J'avais publié dans les journaux suédois des articles sur les poursuites et incarcérations de révolutionnaires en Espagne. Les syndicalistes suédois avaient donc organisé une quête en soutien à leurs camarades espagnols persécutés et m'en envoyèrent la recette pour que je la remette en Espagne. Je rejetai cependant

l'idée d'un voyage à Barcelone dans le but de remettre cet argent, car les frais du voyage auraient grevé la somme destinée au soutien. Peu de temps après la réception de l'argent, Andreu Nin et Joaquin Maurin arrivèrent de Barcelone à Paris, à destination de Moscou. Je leur confiai que j'avais reçu de l'argent pour les compagnons espagnols poursuivis et leur demandai où je devais l'envoyer. Ils me montrèrent leur mandat de l'organisation syndicale CNT [2] et me dirent que je pouvais le leur confier. Je leur fis donc signer une attestation et envoyai la quittance Stockholm.

Mais Maurin et Nin se convertirent au communisme à Moscou. Maurin retourna bientôt en Espagne, Nin resta à Moscou comme dirigeant de la section espagnole de l'internationale moscovite. D'abord léninistes, ils se convertirent plus tard au trotskisme, et fondèrent en 1934 en Espagne le POUM (Partido Obrero de Unificacion Marxista).

Je revis Maurin trente ans plus tard à New York. *« Je me souviens bien de toi, me dit-il, tu nous as tiré d'embarras, lorsque nous arrivâmes de Barcelone à Paris, et que nous ne savions pas comment nous procurer l'argent nécessaire au voyage à Moscou »*. Je restai perplexe. Sans doute étaient-ils alors, comme moi un an auparavant, tout à leur rêve de voir la Révolution russe en œuvre. Mais utiliser l'argent collecté en soutien à des compagnons emprisonnés pour leur voyage à Moscou, je n'aurais jamais pu imaginer cela. Peut-être avaient-ils cru que l'argent était destiné à la CNT en général — il n'y a qu'ainsi que je peux m'expliquer leur « faux pas » [3] et la naïveté avec laquelle Maurin me conta la chose. Nin fut finalement assassiné par les sbires de Staline et Maurin passa la guerre civile dans les prisons de Franco. Mais mon honnêteté m'oblige aujourd'hui, cinquante-six après, à lever le voile.

Le mouvement syndical français était à cette époque le théâtre d'intenses débats. La formule « Le syndicalisme se suffit à lui-même », forgée en 1905 en réaction au racolage électoral de militants syndicaux au profit de partis politiques, avait conduit à l'élaboration d'une stratégie purement syndicaliste pour instaurer le socialisme. Cette stratégie était remise en question par la pénétration de la propagande communiste soviétique. Les communistes donnaient tous leurs efforts pour prendre la direction des syndicats, ce contre quoi luttaient les socialistes, syndicalistes neutres et anarcho-syndicalistes. Mais les adversaires des communistes n'étaient pas d'accord entre eux.

Au congrès de la CGT de Lille, en septembre 1921, une décision devait être prise concernant la politique syndicale à venir. Cela chauffa très fort à ce congrès auquel

j'assistai en tant que rapporteur pour des journaux étrangers. Les débats étaient si ardents que l'anarchiste Louis Lecoin adjura les délégués de ne pas utiliser d'arguments frappants pour régler leurs oppositions. Mais l'humour français savait aussi reprendre ses droits au milieu du déchaînement des passions. La salle entière partit d'un grand éclat de rire lorsqu'un délégué, polémiquant avec un autre, répartit ironiquement : *« Si ma tante en avait, je l'appellerais mon oncle »*. Comme je n'avais pas compris tous les mots, je demandai à la représentante du quotidien *Le Temps*, assise à côté de moi, à la table de presse, de m'expliquer. Elle rit et me renvoya à ses collègues masculins.

Comme l'opposition restait minoritaire, elle quitta la salle et fonda une nouvelle CGT « Unitaire » qui était tout sans doute sauf unitaire. Mais comment des léninistes, des communistes oppositionnels, des syndicalistes traditionnels et des anarcho-syndicalistes pouvaient-ils vivre en paix sous le même toit ? L'unité se rompit à nouveau quand des anarcho-syndicalistes sortirent et fondèrent une troisième confédération syndicaliste révolutionnaire [1].

Pendant mon court séjour à Lille, je vécus dans une famille ouvrière que m'avaient recommandée des compagnons parisiens. Alors que, au moment de partir, je serrais la main de mes hôtes, la mère me dit familièrement : *« Mais embrassez-moi ! »* Je les embrassai donc elle et ses enfants sur les deux joues, suivant la coutume française. Quelques années plus tard, dans une situation semblable dans le Nord de l'Italie, j'embrassai aussi mes hôtes, ce qui provoqua la surprise générale. Morale de l'histoire : garde-toi des généralisations hâtives !

[1] Les Doukhobors, en russe « les combattants de l'esprit » : secte fondée au milieu du XVIII^e siècle en Russie, avec une foi en Dieu très spirituelle et avec une stricte éthique qui rejetait en plus de l'auLorité, les serments et le service militaire. En 1844-1845, ils furent parqués de force dans le Caucase. En 1888-1889, plusieurs de leurs membres émigrèrent vers le Canada et les USA, où existent encore quelques communautés de Doukhobors.
[2] CNT : Confederacion Nacional del Trabajo, elle fut fondée en 1910.
[3] En français dans le texte (NDE).
[4] En 1934, époque de la politique de front populaire de Moscou, la CGTU communiste réintégra la CGT politiquement neutre. Une décennie plus tard, les communistes avaient si bien colonisé la vieille confédération syndicale que les socialistes et les syndicalistes neutres étaient devenus étrangers dans leur propre maison. Ils la quittèrent et fondèrent la Confédération générale du travail - Force Ouvrière (CGT-FO). Actuellement la France compte cinq organisations syndicales nationales indépendantes les unes des autres.

PARTAGE NOIR

Augustin Souchy - 2
Attention: anarchiste!

Né le 28 août. 1892 dans la ville aujourd'hui polonaise (et autrefois allemande) de Ratibor, Augustin Souchy s'intéressa dès sa jeunesse aux idées socialistes, puis anarchistes. Profondément antimilitariste, il déserte en 1914 et se réfugie en Scandinavie. Sur son mandat d'arrêt figurait l'avertissement: *« Attention, anarchiste ! »*

De retour en Allemagne après la guerre, il s'enthousiasme pour la Révolution russe. Il se rend en Russie en mai 1920. De nouveau à Berlin en octobre 1920, il reçoit les témoignages des révolutionnaires expulsés de Russie. A l'occasion d'un voyage en France en 1921, il dresse un portrait du mouvement révolutionnaire.

Cette brochure est la deuxième partie de la traduction* de ses *Mémoires* parus sous le titre: *Vorsicht Anarchist! Ein Leben für die Freiheit. Politische Erinnerungen*, chez Trotzdem-Verlag (édition 1982).

** Tous nos remerciements au traducteur.*

www.partage.noir.fr

contact@partage-noir.fr

1990/04-04-2020

CC BY NC SA